



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

équipements

Question écrite n° 41374

Texte de la question

M. Éric Raoult attire l'attention de M. le secrétaire d'État chargé des sports sur le développement des implantations de murs d'escalade dans les rénovations de gymnase, et dans les nouveaux équipements sportifs. En effet, de nombreux collégiens et lycéens sont à la recherche de la pratique de l'escalade, qu'ils ont pratiquée sur leurs lieux de vacances, et qu'ils voudraient retrouver à l'école dans le cadre de leurs cours de sports. Il pourrait donc s'avérer utile et intéressant de participer au financement de ces murs d'escalade, dans les réalisations d'équipements sportifs. Il lui demande de lui préciser sa position sur cette suggestion.

Texte de la réponse

Le secrétariat d'État aux sports constate un engouement pour la pratique de l'escalade, comme en témoigne l'évolution du nombre de licences sportives et titres de participation délivrés par la Fédération française de la montagne et de l'escalade : 52 914 en 2000 et 75 637 en 2007, derniers chiffres publiés. Ceci s'accompagne d'un accroissement du parc des structures artificielles d'escalade identifiées par le recensement national des équipements sportifs, espaces et sites de pratique mis en place depuis 2006 par le secrétariat d'État : 2 178 en 2006, 2 278 en 2007 et 2 358 au 25 février 2009. Pour accompagner le développement maîtrisé de cette activité, la Fédération française de la montagne et de l'escalade travaille actuellement à l'établissement d'un schéma directeur de ce type d'équipement et, en application de l'article R. 131-33 du code du sport, à la rédaction d'un règlement relatif aux équipements sportifs requis pour la participation aux compétitions qu'elle organise. La procédure d'élaboration de ces règles prévoit la consultation des collectivités territoriales avant leur publication et entrée en vigueur. L'achèvement de ces travaux permettra aux maîtres d'ouvrage, principalement les collectivités territoriales, de disposer d'informations claires sur les choix techniques à opérer en fonction de leur objectif de fréquentation par les divers publics : scolaires, compétition, pratique de loisirs ou de santé. Le secrétariat d'État aux sports est bien sûr favorable à ce que la construction d'équipements d'escalade structurants continue à bénéficier des subventions d'équipement du Centre national pour le développement du sport, établissement public placé sous la tutelle du ministre chargé des sports, compétent depuis la loi de finances pour 2006 en matière d'attribution de subventions d'équipement. L'élaboration du schéma directeur fédéral optimisera l'attribution des aides de cet établissement.

Données clés

Auteur : [M. Éric Raoult](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (12^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 41374

Rubrique : Éducation physique et sportive

Ministère interrogé : Sports

Ministère attributaire : Sports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 février 2009, page 1268

Réponse publiée le : 31 mars 2009, page 3140